Numérisation CERMTRI

Vendredi 19 Mars 1948 - HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 6 FRANCS Numéro 213

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e). CUT. 80-60. — C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

HALTE à la répression!

Dix militants trotskystes poursuivis

Le 9 avril, devant la 17e chambre correctionnelle, comparaîtront les camarades Craipeau, Demazière, Filiatre, Parisot, inculpés, en vertu de l'article 76 du Code pénal, et les camarades Marcheau, Quilland, Lhomme, Breger, Escoffon, Proudhon. Les premiers sont poursuivis comme responsables de l'affiche : « A bas la guerre d'Indochine ! » éditée par le parti. Il y a plus d'un an, affiche que l'inculpation qualifie « d'entreprise de démoralisation de l'armée ou de la nation, ayant pour objet de nuire à la Défense nationale ». Les autres sont poursuivis pour avoir « aidé et assisté » les auteurs du délit ci-dessus cité.

Le juge d'instruction Jadin s'est gardé de faire jouer la loi d'amnistie de janvier 1947 postérieure aux faits incriminés. Il fait poursuivre en vertu des lois scélérates sur la presse de la 3e République que la 4e République reprend à son compte.

Les poursuites prennent place dans l'ensemble des mesures réactionnaires contre les masses travailleuses et contre les peuples coloniaux. Le gouvernement veut réduire aujourd'hui au silence les minorités révolutionnaires pour mieux frayer le chemin à de Gaulle qui s'est fixé pour tâche de mater toute la classe ouvrière.

Tous les militants dénoncent dans leurs entreprises et dans leurs organisations syndicales l'infâme guerre contre le peuple vietnamien, et les poursuites engagées contre les militants du P. C. I. Faites voter des ordres du jour contre ces poursuites. Arrêtez la répression au service du colonialisme.

Frapper ensemble

Le 5 mars, notre bureau politique s'adressait aux divers partis et organisations syndicales les appelant à étudier la réalisation rapide d'un véritable front unique, dont le programme minimum peut être dans l'immédiat celui qui a été défini par le C.G.T., à savoir 50 % d'augmentation sur les salaires du 1er décembre et la révision automatique des salaires.

Le bureau politique de l'Action socialiste et révolutionnaire et le bureau national des jeunesses socialistes ne nous ont pas encore fait connaître leurs réponses définitives — la discussion se poursuivant dans leurs sein — mais nous savons déjà qu'ils ont émis l'un et l'autre un avis favorable.

Par contre, le Rassemblement démocratique et révolutionnaire s'est refusé à répondre officiellement à nos propositions. Au cours d'une conversation privée, il a été précisé que le R.D.R. ne répondrait pas au P.C.I., car « étant lui-même un front unique, il ne pouvait s'engager dans de nouveaux fronts uniques ». Doit-on en conclure que le R.D.R., malgré ses déclarations sur la nécessité de rassembler les travailleurs, a juré de se cantonner dans sa pureté ? Et comment espère-t-il atteindre les militants ouvriers — particulièrement ceux du P.C.F. et de la C.G.T. — avec une telle position ? Mais l'argumentation de Rous est trop spéciale pour expliquer le refus du R.D.R. La vérité, c'est que les dirigeants de ce rassemblement ne veulent pas prendre position sur l'augmentation des salaires, le minimum vital, la garantie du pouvoir d'achat, le contrôle ouvrier. En conséquence, il leur est impossible de répondre aux propositions de front unique du P.C.I., de la même façon qu'il leur sera impossible, demain, de répondre à de semblables propositions émanant d'autres organisations ouvrières. Il ne leur reste qu'à enlever des faux-fuyants aussi transparentes.

⁂

Suivant les directives de notre bureau politique, les camarades de chez Renault et de chez Gnome et Rhône Gennevilliers ont pris contact avec les responsables des organisations ouvrières de l'usine. La cellule du P.C.I. du département 37 de chez Renault discute du problème. Elle propose un camarade aux la possibilité de défendre sa position à la prochaine assemblée syndicale.

Camarades du P.C.I., sympathisants, il est possible de faire passer dans la vie la proposition de front unique de notre parti. **La Vérité** se fera l'écho des réponses que vous aurez reçues. Contagnons les directions des organisations qui se refusent de la classe ouvrière à réaliser l'unité syndicale indispensable. C'est dans les usines, les ateliers, les bureaux, en luttant contre la réunification de l'usine du front prolétarien.

Pour faire échec au plan bourgeois: donner "légalement" le pouvoir à de Gaulle, UNITE D'ACTION OUVRIERE

Le discours de Compiègne n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. M. Pleven entend clair et sait aussi ce que parler veut dire. Le mépris de fer du général se fait moins intimidant, moins général. M. Pleven a aussitôt proposé à la « 3e Force » et au R.P.F. un mariage, sinon d'amour, du moins de raison. Contre les revendications populaires, contre l'action ouvrière.

« TREMPE ET REVIGRE »

Le général a conservé un mutisme très militaire. Par contre, il y a de bruyantes déclarations de Lenderneau du R.P.F. Les durs, les nervis n'entendent pas servir de simple masse de manœuvre au brave général. Boumel a dû les rassurer : en toutes circonstances, la chasse aux « communistes » sera ouverte ; ils auront toutes possibilités pour traquer, emprisonner, détruire les militants ouvriers.

Blum a dit non, franchement non. Il croit qu'avec l'aide de Dieu et de Marshall, le cabinet Schuman pourra se survivre et briser la résistance populaire, les mouvements ouvriers. Pour lui, le gouvernement « est sorti trempé et revigoré de sa dernière épreuve », celle du début sur le plan Mayer. Lorsqu'on a vu à cette occasion s'étaler la pourriture de la démocratie bourgeoise, les maquignonnages se poursuivre de la buvette à la salle de scrutin, les votes échangés contre des bureaux de tabac, on peut se faire une image de la conception de la vigueur qui est celle de la vieille coquette de Jouy-en-Josas. On comprend aussi que les bourgeois conscients n'y croient pas trop.

Amener de Gaulle au pouvoir par la voie froide, par la petite porte, afin de minimiser la riposte ouvrière, telle est la grande idée. C'est celle de M. Pleven. Qui, en l'occurrence, a l'appui du Monde de la banque et du Comité des Forges — monde où l'on croit cependant que c'est encore un peu prématuré.

Prêcher Pleven à ce sujet, c'est prêcher un convaincu. Bien sûr qu'il faudra toute une période avant de faire douce violence aux dirigeants de la S.F.I.O. Mais M. Pleven compte pour cela sur le développement inévitable des luttes prolétariennes provoquées par la misère grandissante. Lorsque prétendant faire contre-poids à l'heure gaulliste, il laisse se développer l'agitation du R.P.F., alors que l'on emprisonne les militants ouvriers, ne fait-on pas le jeu du général et la logique ne mène-t-elle pas à une collaboration active avec lui ?

« Par ici la bonne soupe, mon général ! »

Certes, la manœuvre Pleven n'est encore qu'un coup de sonde. Mais la campagne sera poursuivie. Il serait très dangereux d'en sous-estimer les conséquences. L'arrivée de de Gaulle au pouvoir, qu'elle se fasse « légalement » dans le cadre parlementaire ou non, signifierait la destruction de tout mouvement ouvrier libre.

Seuls, les travailleurs unis peuvent faire échec à ce mauvais coup contre les libertés démocratiques et les conditions de vie des masses.

OBJECTIFS ET MOYENS D'ACTION

La reprise des luttes ouvrières a franchi une nouvelle étape avec la grève d'avertissement menée par les mineurs du bassin de Douai. C'est le premier mouvement important depuis la défaite de novembre-décembre. Et pour la première fois les cahiers de revendications contenaient, à côté de mots d'ordre strictement défensifs, des revendications de nouveaux avantages. Sans être la grande victoire, à laquelle veut faire croire la Fédération des mineurs, ce mouvement a obtenu un succès partiel. L'agitation persiste, se développe dans d'autres corporations.

La perspective de mouvements plus importants pose deux questions :

1. Comment redonner au front prolétarien son unité et son esprit offensif ?

2. Comment faire que les mouvements ouvriers soient et apparaissent vraiment aux yeux des masses populaires comme leur propre combat ?

Autrement dit, comment regrouper toutes les masses populaires autour de la classe ouvrière dans le combat contre la misère, contre la réaction, contre le fascisme ?

La première condition est l'existence d'une démocratie réelle dans le camp ouvrier. Les grèves de novembre-décembre étaient pleinement justifiées par les souffrances des travailleurs ; mais le fait qu'elles aient pu apparaître à des couches ouvrières importantes comme manœuvrées par des dirigeants du P.C.F. a rendu possible la défaite du mouvement et la scission syndicale. Si on veut écarter une nouvelle répétition de cet ordre, cela suppose avant choque mouvement une discussion pleinement démocratique des objectifs et des moyens d'action. Cela suppose la formation de comités de grève démocratiquement élus, où aucune tendance ne sera exclue à priori.

La lutte menée côte à côte, coude à coude créera des conditions plus favorables pour la reconstitution d'une C.G.T. unique et démocratique.

Si la reconstruction du front prolétarien est une nécessité pour permettre la victoire des luttes ouvrières, elle n'est pas moins indispensable pour l'éclatement même de ces mouvements. C'est pourquoi le Bureau politique du P.C.I. s'est adressé à toutes les organisations ouvrières pour leur demander d'envisager en commun les mesures propres à résister à tous les attentats des exploiteurs, les mesures propres à faire triompher des revendications que, comme celles de la C.G.T. : augmentation des salaires de 50 % sur ceux de décembre avec révision automatique, peuvent être, malgré leur insuffisance, une première étape.

Dans la mesure où face à l'offensive patronale et gouvernementale se renforce la résistance ouvrière, où se créent et se créeront les conditions propres à préparer la contre-offensive, le choix de nouveaux objectifs se trouvent et se trouveront posés. Nous pensons pour notre part que ces mots d'ordre doivent être essentiellement ceux de l'ECHELLE MOBILE des salaires, traitements et retraites, et du CONTROLE OUVRIER.

Grâce à l'échelle mobile, travailleurs et retraités cesseront de faire les frais de la hausse continuelle de la vie.

Mettre fin au sacro-saint secret commercial, permettre aux ouvriers de contrôler à tous les stades la production et la répartition est la seule façon véritable de faire obstacle à la politique de hausse des prix poursuivie par le patronat et de préparer des conditions permettant de faire réellement payer les riches. Contrôler les stocks, établir un plan ouvrier de production, c'est ainsi permettre de lutter réellement contre le chômage et les menaces de licenciement.

Ces mesures s'attaquent aux fondements même du régime capitaliste. Mais ce qu'il faut démontrer aux masses petites-bourgeoises c'est justement qu'il n'y a pas de solutions à leur misère en dehors des mesures qui s'attaquent résolument au régime capitaliste. C'est en reprenant son véritable visage de classe révolutionnaire, en complétant les revendications de l'échelle mobile et du contrôle ouvrier par celle de :

— l'expropriation des banques et des trusts,

— la mise en ordre de l'économie par l'établissement d'un plan ouvrier de production,

— la destruction de l'Etat bureaucratique et son remplacement par l'Etat bon marché, l'Etat prolétarien,

revendications qui sont d'un intérêt vital pour le peuple entier, que la classe ouvrière peut regrouper autour d'elle les masses petites-bourgeoises, celles qui suivent de Gaulle et celles qui font confiance à Blum.

Faire échec au plan Pleven, c'est ressouder le front prolétarien, c'est regrouper toutes les masses populaires autour de la classe ouvrière. A cette fin, faire naître une véritable démocratie prolétarienne, présenter un programme de lutte anticapitaliste résolu.

Marcel MARIN.

Les jeunes métallos marquent la volonté d'unir les combats des jeunes travailleurs

En raison de l'abondance des matériaux, nous ne pouvons publier maintenant dès cet hommage au prochain numéro. Le présent article en porte le titre suivi, après du texte, après « Rencontre des Commissions de Jeunes ».

Ils étaient plusieurs centaines de jeunes métallos réunis dimanche dans la grande salle de « la rue Pierre-Timbaud », pour participer à la conférence des « sections de jeunes ». Du rapport, nous dirons peu de choses : lisez l'éditorial de politique étrangère de l'Humanité, et vous saurez ce que développa le rapporteur sur la politique américaine... le reste fut à l'avenant. Sur les questions proprement « jeunes », rien de neuf non plus, rien que l'Aunes-Garde n'ait écrit cent fois depuis décembre.

Plus importante fut la discussion qui suivit, et au cours de laquelle Costes prit la parole. Une remarque préliminaire : l'atmosphère est bien à la démocratie aujourd'hui. Et l'on vit Costes notamment, rabrouer vertement un jeune U.J.R.F. du l'usine Renault qui avait taxé un autre délégué de la même usine de trotskyste, provocateur... et autres vocables en usage jusqu'ici.

« On verra au cours de la lutte quels sont les véritables défenseurs des travailleurs », s'écria Costes. Parfaitement d'accord, « on verra ».

A ceux qui n'avaient pas compris « le tournant vers les méthodes démocratiques », se plaignant aux quelques jeunes qui en étaient restés au « produire d'abord », Costes leur adressa aussi deux petits mots : l'accord est mis aujourd'hui sur la productivité, c'est-à-dire l'amélioration de l'outillage. Quant à la « production », ce mot d'ordre est, provisoirement peut-être, relégué à l'arrière-plan. Aujourd'hui « on revendique ».

Mais, visiblement, les trois années de propagande sur le « bonapartisme » de Maurice Thorez, avec, en fin, un son en sortie, tout, pourtant, n'oublie pas. Jeune d'aujourd'hui, ou ancien, prétendant de l'ordre n'a pas été oublié. Mais, cependant, que Jules Moch ne s'inquiète pas ! Pas de bonapartisme pour les jeunes métallos.

Pointes Rouges

Une décision qui s'imposait.

Les bonnes nouvelles sont rares. Six tonnes vitre, cependant, qui se manquent pour de réparer quelques ouvriers : un hebdomadaire vient apprendre que les « Pointes Rouges » ne sont plus les conservateurs du mur de l'Atlantique, sur un mural, mais, bien, bonne nouvelle et en le pouvoir plus s'en dire.

Il ne restera plus, ensuite, qu'à couper la route du fer et l'indépendance nationale, chère aux Bidaulteux, sans enfin sauvegarde.

Le parti des généraux.

D'une liste de conscrits publiée par L'Humanité « Général Kirsée Petit, 1m 70 ; un général régulier, 1.000 fr. ; un maréchal-ferrier impédiment, 200 fr. »

Quelles sont donc les mauvaises langues qui affirment que les G. D. V. étaient des sous-officiers subalternes ?

Bravo les Auvergnats !

Dimanche dernier, le R. P. F. parodiait « Bonne Fête du-de-Dôme où il avait organisé des « Jeux » Jeux ! L'ancien ministre Pierre Pflimlin a été quitté chez. A tel point que M. Jean Duchet a été quitter la salle le même prétentionnant avant même d'avoir pu prononcer son discours et que le colonel Brooky a pris sur la tête un vitrage long de trois de fer à la bonne odeur, mais odieux !

Un petit vantard.

Nous relevons dans Le Monde, du 16 mars, le titre suivant : « Le Kremlin décide de nous aider matériellement, déclare le ministre des Affaires étrangères ».

M. Bidault serait de toutes lorsqu'il prétendait que « Moscou a décidé ». Et il ajoutait : « Nous avons proposé que les G. D. V. étaient des sous-officiers subalternes ! »

La police républicaine à l'action.

Les mitrailleuses sont des armes qui, vraisemblablement, ne sont pas mises entre les mains des flics. Pour ce, on ne s'étonnera pas que les mitrailleuses de mettre fin aux grèves. Mais, tout dans les flics, nous avons dû, en effet, pour contre toutes les conditions, les mitrailleuses, les voir, pour contre toutes les conditions, les mitrailleuses, les voir, pour contre toutes les conditions, les mitrailleuses, les voir

Numérisation CERMTRI

Avant la conférence des comités d'entreprise

LA MAIN TENDUE...

A la suite du vote du plan Marshall, les dirigeants du P. C. F. et de la C. G. T. accentuent leur campagne pour les comités de défense de l'industrie française. Comme nous l'avons déjà expliqué, il ne s'agit nullement, pour eux, de montrer à la classe ouvrière la seule issue possible : son émancipation du joug patronal et sa prise en main de la direction de l'économie en fonction de ses intérêts. Il s'agit de faire pression sur le capitalisme français pour qu'il s'arrache à la domination américaine et se range dans le bloc dominé par les intérêts de la bureaucratie de Moscou.

Quel est l'objectif de ces comités ? Dans chaque entreprise, effectuer, avec le patron si possible, les démarches pour trouver les commandes et les matières premières nécessaires pour donner du travail à l'usine.

Dans plusieurs entreprises importantes (Renault, en particulier) les patrons ont été présentés pour participer à cette campagne : mais la grève de novembre-décembre réduisit à néant dans bien des endroits ces tentatives de collaboration. C'est qu'en dépit de tous les echofaudage staliniens, elle mit à jour le réel dilemme qui est posé par U. R. S. S. ou U. S. A., mais classe ouvrière contre capital.

Malgré ce démenti formel, nous voyons les dirigeants du P. C. F. et de la C. G. T. reprendre de plus belle leur campagne.

DES DEMONSTRATIONS QUI COUTENT CHER AUX TRAVAILLEURS

Souvent, lorsque nous leur montrons la fausseté et l'inutilité de ces tentatives de collaboration avec les patrons dits « anti-américains », les camarades de la base du P.C.F. nous répondent : « Bien sûr, mais il faut faire une démonstration devant l'ensemble de la population et ensuite en tirer les leçons ».

Cet argument, nous l'avons entendu bien souvent. C'est sous ce même prétexte que les travailleurs du P. C. F. défendaient le blocage des salaires, afin de convaincre les classes moyennes de la bonne volonté des ouvriers.

Après de telles démonstrations, la classe ouvrière se retrouve à un niveau toujours plus bas, et la petite bourgeoisie, à laquelle de telles acrobaties ne rapportent rien, vote... pour de Gaulle.

LA MENACE DU CHOMAGE

Cependant, pour les travailleurs, un réel problème se pose dans plusieurs endroits : celui des licenciements et de la menace de chômage. C'est sur cette préoccupation que les dirigeants du P. C. F. tablent pour persuader les travailleurs de les suivre dans la voie des comités de défense de l'industrie.

Mais qui, dans les usines, décide des licenciements ? Qui oriente et dirige sans contrôle la production ? C'est le patron ou le directeur derrière lesquels encore une fois on veut entraîner les travailleurs. Et à quelle action recourt-on ? Aux démarches et infructueuses délégations de responsables aux ministères. Les comités de défense qui prétendent ainsi unir patrons et ouvriers donnent-ils aux travailleurs le moyen de connaître les secrets de la gestion capitaliste afin d'agir en fonction des intérêts ouvriers ? Non. Leur efficacité sur ce point ne dépasse pas celle des comités mixtes à la production, et c'est dire qu'elle est nulle.

C'est consciemment tromper les travailleurs que de leur faire croire que le simple fait d'empêcher l'application du plan Marshall les garantira contre le chômage. Avec ou sans plan Marshall le capitalisme français et ses organisations ouvrières, ils leur proposeront de surmonter leur division en participant à la formation démocratique, au cours de meetings communs de tous les travailleurs de l'entreprise, de comités d'unité d'action ouvrière, pour la défense des revendications communes et, en particulier, pour la lutte contre les licenciements et la menace de chômage.

Sur ce point, ces comités d'unité d'action ouvrière lutteront d'abord pour l'arrêt immédiat de tout licenciement. Ils décideront de l'action à mener (débrayages d'avertissement, manifestations de masse à la direction ou aux ministères intéressés). Ils s'efforceront d'unir dans cette action toutes les entreprises menacées par ce danger.

Ils mettront en avant la défense des 40 heures avec minimum vital correspondant au coût de la vie pour ces 40 heures (ou 173 heures mensuelles). Ils exigeront de prendre le secret commercial de leur entreprise afin de découvrir les motifs réels des licenciements et pouvoir mieux les combattre. Ils tiendront par branches d'industrie des conférences locales, départementales et nationales, pour travailler en commun à l'élaboration d'un plan de production sous contrôle ouvrier. Ce plan tiendra compte, non plus des bénéfices des patrons, et des intérêts impérialistes français ou américains, mais des besoins du peuple.

Ces comités, démocratiquement élus avec la participation de toutes les organisations ouvrières, feront des comptes rendus de mandat réguliers et seront responsables à l'ensemble des travailleurs de l'entreprise qui pourront s'ils ne s'estiment pas satisfaits de leur travail, demander leur révocation et leur réélection.

C'est dans cette voie que la classe ouvrière en refongeant son unité pourra efficacement s'opposer à toute offensive patronale et en particulier à la menace de chômage.

S. MINGUET.

Une opinion qualifiée

C'est celle de M. Marcel Bloch, président-directeur de la S.N.C.A.C. :

Président de l'Union syndicale nationale de l'Aéronautique ;

Membre du Comité de défense de l'industrie de la S. N.C.A.C. ;

Et généreux donateur de 1000.000 francs à la souscription de l'Humanité, en juin 1946.

Qui déclare :

« ...Nous appliquons strictement les décrets sur les salaires. Il en résulte que nos meilleurs ouvriers nous quittent dès qu'ils le peuvent pour s'embaucher dans d'autres industries où ils gagnent au moins 10 % de plus que chez nous. Le salaire horaire des professionnels classés P2 est de 100 francs. Les manœuvres, alors qu'il est de 110 à 120 fr. dans la plupart des autres usines... »

...Et tout ceci n'empêche pas les licenciements !

Comités de Défense de l'industrie capitaliste ! Peut-être ! En tout cas, pas comités de défense des intérêts des travailleurs !

FRONT UNIQUE CONTRE LES LICENCIEMENTS.

Ce qu'il faut aux travailleurs pour lutter contre les licenciements et la menace de chômage ce n'est pas l'alliance avec les patrons, c'est leur propre unité de front contre le patronat. Et pour imposer par leur action l'arrêt des licenciements et pour s'organiser afin de prévenir les menaces de chômage.

Aujourd'hui, dans la classe ouvrière, les partisans du capitalisme américain et les partisans du bloc adverse maintiennent les travailleurs dans une division néfaste qui s'exprime clairement dans la scission syndicale. C'est cette division que tous les travailleurs doivent combattre pour leur tous les luttes et, en particulier, la lutte pour le droit au travail.

Ce qu'il leur faut, ce ne sont pas des comités ouvriers-patronaux pour défendre l'industrie capitaliste française, ce sont des comités exclusivement ouvriers où se retrouveront les divisions syndicales ou politiques, uniront les travailleurs dans la seule lutte qui les concerne : la lutte pour leurs intérêts de classe.

C'est pourquoi les militants du P. C. I. appellent à ce regroupement ouvrier. Tous les syndicalistes, qu'ils soient du P. C. F., du P. S., de la C. G. T., de la C.G.T. - F.O., de la C.N.T. ou inorganisés, ils s'adresseront dans leurs entreprises à tous les travailleurs et, en particulier, aux militants ouvriers du P. C. F. et de la C. G. T. qui ne se rendent pas compte que la politique de leurs dirigeants les conduit à la trahison de leurs intérêts de classe.

Ils leur proposeront de surmonter leur division en participant à la formation démocratique, au cours de meetings communs de tous les travailleurs de l'entreprise, de comités d'unité d'action ouvrière, pour la défense des revendications communes et, en particulier, pour la lutte contre les licenciements et la menace de chômage.

Ils mettront en avant la défense des 40 heures avec minimum vital correspondant au coût de la vie pour ces 40 heures (ou 173 heures mensuelles). Ils exigeront de prendre le secret commercial de leur entreprise afin de découvrir les motifs réels des licenciements et pouvoir mieux les combattre. Ils tiendront par branches d'industrie des conférences locales, départementales et nationales, pour travailler en commun à l'élaboration d'un plan de production sous contrôle ouvrier. Ce plan tiendra compte, non plus des bénéfices des patrons, et des intérêts impérialistes français ou américains, mais des besoins du peuple.

Ces comités, démocratiquement élus avec la participation de toutes les organisations ouvrières, feront des comptes rendus de mandat réguliers et seront responsables à l'ensemble des travailleurs de l'entreprise qui pourront, s'ils ne s'estiment pas satisfaits de leur travail, demander leur révocation et leur réélection.

C'est dans cette voie que la classe ouvrière en refongeant son unité pourra efficacement s'opposer à toute offensive patronale et en particulier à la menace de chômage.

S. MINGUET.

Défends "la Vérité" !

Défends *La Vérité* ! La presse ouvrière et non subventionnée a beaucoup de mal à vivre en raison des frais d'impression et de diffusion sans cesse croissants.

Mais nous disons-le, si *La Vérité* a tant dérangé pour avoir deux pages comment espérer tenir sur quatre pages. Eh ! bien tout le problème est là : pour équilibrer son budget *La Vérité* doit augmenter sa vente, conquérir toujours de nouveaux lecteurs ; pour augmenter sa vente il lui faut une forme plus vivante, un contenu plus varié, une présentation meilleure et chacun comprend que cela n'est pas réalisable sans les quatre pages.

Camarade lecteur, tu as un devoir envers ton organe de combat révolutionnaire : souscrire et collecter pour le million. Chaque jour tu te demanderas : « Qu'ai-je fait pour *La Vérité* de quatre pages ? »

La campagne de souscription des régions du parti a démarré lentement. Les résultats ne sont pas brillants pour beaucoup de régions.

Allons, la région parisienne, réveille-toi ! Ce n'est pas le moment de s'endormir sur tes lauriers; le quota est réalisé à 3,5 %.

Allons le Puy-de-Dôme, la Marne, le Nord, la Gironde il serait temps de s'y mettre !

Cette semaine, viennent en tête : le Loiret : quota réalisé à 120 % ; le Bas-Rhin : quota réalisé à 100 % et, loin derrière, le Finistère : quota réalisé à 20 %.

Liberté, liberté chérie

Après une conférence de presse, le R.D.R. a tenu le 12 mars sa première assemblée d'information au cours de laquelle Rousset, Frayssé et Rous ont défini les objectifs que se fixe le Rassemblement et ont indiqué « les grandes lignes » de sa forme organisationnelle.

Epiciers et littérateurs

Voici près de cent ans que Marx écrivait dans « Le 18 Brumaire » : *« Il ne faut pas s'imaginer que les représentants démocrates sont tous des épiciers ou qu'ils s'enthousiasment pour ces derniers. Ils peuvent, par leur culture et leur situation personnelle, être séparés par des abîmes. Ce qui en fait les représentants de la petite bourgeoisie, c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que la petit bourgeoisie ne dépasse pas lui-même dans sa vie, et que, par conséquent, ils sont théoriquement poussés aux mêmes problèmes et aux mêmes solutions auxquelles leur intérêt matériel et leur situation sociale poussent pratiquement les petits bourgeois. Tel est, d'une façon générale, le rapport qui existe entre les représentants politiques et littéraires d'une classe et la classe qu'ils représentent. »*

Sartre, signataire du manifeste du R.D.R. est trop cultivé pour ignorer « Le 18 Brumaire », mais il est cependant, tout à fait possible que les lignes que nous venons de citer lui aient échappé. Quant à Rousset qui, au cours de son intervention, a fait constamment appel, non pas à la classe ouvrière, mais aux « hommes et femmes de ce pays » aux « Français » et aux « gens de bonne volonté », il est, lui aussi, trop cultivé et trop maître de son vocabulaire pour qu'on puisse penser qu'il s'agit seulement d'un lapsus. Représent le thème de son article de Combat, il a, à nouveau, affirmé que la guerre s'est pas inévitable et qu'il faut rompre le « dou tragique U.R.S.S. - U.S.A. ». Examinant la politique des partis soi-disant ouvriers, il a dirigé l'essentiel de sa critique, contre le « fait justement remarquer plus tôt un adulateur, comme le P.C.F. dont il dénonce le « cléricalisme ». Il se défend, sans doute, d'être anticommuniste mais sa critique de l'action des Thorez et des Duclos depuis 1944 se va pas au delà de celle des tenants de la Troisième Force qui déclarent qu'ils ne veulent pas choisir entre deux « dictatures » auxquelles ils opposent « le régime démocratique » qui, sous la direction du socialiste Jules Moch, fait assassiner les grévistes par sa police et jette en prison les responsables syndicaux. Rousset, comme Rous, qui déclare « ne se sentir nullement gêné » par son appartenance au Comité directeur de la S.F.I.O., espère que le R.D.R. permettra de régénérer la social-démocratie en mettant à chaque jour un problème vide de ses éléments ouvriers.

Une confusion qui se veut démocratique

Le R.D.R. invoque son « souci de la démocratie » pour ne pas fixer à l'avance des cadres trop rigides à son organisation qui sera, dit-il, ce que ses militants la feront. Serait-il, sur le terrain politique, animé du même souci et est-ce dans ce sa future base qu'il attend un programme ? A la vérité nous n'avons aucune raison de la croire, sur ce point, de vouloir, trouver le chemin des masses et, lorsqu'en réponse à des questions posées par nos camarades, il oppose la nécessité de rompre avec « l'esprit du radical » et avec « gens de bonne volonté », il est, lui aussi, trop cultivé et trop maître de son vocabulaire pour qu'on puisse penser qu'il s'agit seulement d'un lapsus. Représent le thème de son article de Combat, il a, à nouveau, affirmé que la guerre s'est pas inévitable et qu'il faut rompre le « dou tragique U.R.S.S. - U.S.A. ». Examinant la politique des partis soi-disant ouvriers, il a dirigé l'essentiel de sa critique, contre le « fait justement remarquer plus tôt un adulateur, comme le P.C.F. dont il dénonce le « cléricalisme ». Il se défend, sans doute, d'être anticommuniste mais sa critique de l'action des Thorez et des Duclos depuis 1944 se va pas au delà de celle des tenants de la Troisième Force qui déclarent qu'ils ne veulent pas choisir entre deux « dictatures » auxquelles ils opposent « le régime démocratique » qui, sous la direction du socialiste Jules Moch, fait assassiner les grévistes par sa police et jette en prison les responsables syndicaux. Rousset, comme Rous, qui déclare « ne se sentir nullement gêné » par son appartenance au Comité directeur de la S.F.I.O., espère que le R.D.R. permettra de régénérer la social-démocratie en mettant à chaque jour un problème vide de ses éléments ouvriers.

Prolétaires et « hommes libres »

Chaque fois que des couches ouvrières se détachent des organisations traîtres et s'orientent vers le parti de la révolution, il se trouve de bonnes âmes pour voler au secours des vieilles directrices de la lutte de classe. Les organisations centristes cettées au moment où naissait la IIIe Internationale et dont il ne reste plus que le souvenir de leur capitulation. Ce fut le rôle du P.S.O.P. qui, à la veille de la guerre impérialiste, fut constitué pour détourner l'avant-garde de la IVe Internationale. Il semble, aujourd'hui, que ce soit le rôle du R.D.R. De les militants du P.C.I. ont pu, lors des dernières grèves, jouer un rôle dirigeant dans plusieurs usines importantes, c'est parce qu'ils ont su donner à leurs camarades de travail des mots d'ordre de combat. La composition sociale de la réunion du 12 mars, où les ouvriers étaient absents, comme le montque abcès de fixation sur lequel quelques de nos camarades posaient sur les revendications ouvrières sont bien significatives de l'attitude, de la politique et des échos que trouve le R.D.R. « Prolétaires et hommes libres, ouvriers », dit le manifeste du R.D.R. Que les hommes libres y rejoignent les hommes libres — libres de la politique réformiste — c'est possible, qu'ils y entraînent les prolétaires, c'est moins que probable.

GENNEVILLIERS

Une conception de l'unité d'action

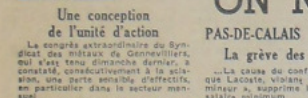
La congrès extraordinaire du Syndicat des métaux de Gennevilliers qui s'est tenu dimanche dernier, a constaté, consécutivement à la grève, une nette détérioration de l'unité, particulier dans le secteur manuel.

La représentation au congrès, elle-même (trente délégués pour sept mille métallos), témoignait de cette situation.

Il semblerait à tout travailleur conscient que de tels faits imposent aux responsables syndicaux un gros effort pour rétablir l'unité de front ouvrier. Cette logique de classe ne semble pas être celle des dirigeants du syndicat C.G.T. de Gennevilliers. En effet, aux propositions concrètes d'action d'un camarade de notre cellule, mandaté par le Comité exécutif de l'usine Chausson, de Gennevilliers, ils ont répondu de la façon suivante (il s'agissait de faire intervention) en « dénonçant » de la C.S.L. « sous prétexte de critiques contre Fraichon et la direction de la C.G.T. ils n'acceptaient l'unité d'action qu'à condition que les trois ans de collaboration de classe Jouhaux-Frachon soient entièrement et publiés.

Avec de telles méthodes, ils étaient sûr de fossé entre les travailleurs, au lieu de rétablir l'unité dont ils se diligent publiquement.

(Correspondant « La Vérité ».)



Piquets de grève dans les mines du Pas-de-Calais.

ON NOUS ECRIT :

PAS-DE-CALAIS

La grève des mineurs

...La cause du conflit vient de ce que Lacoste, violant le « statut du mineur », supprime la garantie du salaire minimum.

Le statut implique, en effet, une quantité de salaire minimum aux ouvriers mineurs ayant à exploiter des veines pauvres ou difficiles à exploiter (pierres, etc.).

Lacoste supprime la garantie du salaire minimum provoquant ainsi dans la quinzaine écoulée des baisses sensibles dans les salaires journaliers des mineurs. Le minimum étant pour les mineurs (à la base de 100) de 614 francs, ils se virent attribuer des salaires journaliers variant de 136 à 246 francs.

— La délégation des mineurs, se rendant auprès de Lacoste, posait les revendications suivantes :

1° Respect du statut ;

2° Revitaillement augmenté (beurre, café, etc.) ;

3° Amnistie pour faits de grève ;

4° Augmentation sur la base du minimum vital à 12.900 francs ;

5° Défense des caisses de secours de mineurs contre l'ingérence de l'Etat-patron, en remplaçant le gestion ouvrière (élection des camarades mineurs des conseils d'administration des caisses).

Samedi soir, à Douai, l'assemblée des délégués des cadres syndicaux a pris position en faveur pour lundi.

Aujourd'hui, réunion où les mineurs se prononcent en démocratique vote : le pour ou contre. Henri Martel, secrétaire général de la Fédération, qui dirigeait la délégation près de Lacoste, a précisé : « Le ministre se désintéresse des mineurs, il allait inaugurer une foire à Toulouse, il n'a pas daigné nous recevoir. Les représentants ont accusé les mineurs de paresse. »

« Mais, continue-t-il, les mineurs se prononcent pour ou contre devant des menaces contre leurs libertés et contre « quelque chose d'autres » (ce qui indique de quelle façon il comptaient réagir). »

(Correspondant « La Vérité ».)

CHEZ RENAULT

Costes modère ses jeunes

Le mardi 9 mars, à la réunion de l'U.J.R.F. de l'usine Renault, un camarade de l'U.J.C.I. Renault vint, au nom de sa cellule, faire des propositions d'unité d'action de la jeunesse travailleuse de l'usine contre les dix-huit mois.

Avec les camarades de l'U.J.R.F., qui connaissent le camarade et savent qu'il est combattu au coude à coude depuis la libération, la discussion s'engage.

Arrive un de leurs responsables : « Un J.C.I. ici, s'écrie-t-il, alors je m'en vais ! », puis, délibérément, il intervient la discussion en signifiant à notre camarade : « Tu connais notre position ? Alors tu le sais ! », il traite dans la ligne des calomnies habituelles.

Seulement, le dimanche suivant, à la conférence des jeunes de la métallurgie, à la suite d'attaques semblables contre un même camarade de l'J.C.I. Renault, on sort l'étonnement de voir Costes lui-même, plus qu'aucun de la tactique de l'heure, expliquer la nécessité de l'unité des forces de la jeunesse travailleuse contre les dix-huit mois !

Le jeune J.C.I. a bonne mine. Si au lieu de mêler sa petite voix au chœur de la calomnie, il essayait de comprendre, peut-être saisirait-il le sens des volte-face de « Frédo ».

PARIS

Congrès des employés de la R.P.

Sous la pression des militants, les dirigeants staliniens de la Chambre syndicale des employés de la R.P. (C.G.T.) éditèrent le programme d'action de la centrale « d'unité syndicale ». Mais employant leurs méthodes habituelles, les bureaucrates staliniens firent en sorte que ce document ne sorte que trop tard pour pouvoir être distribué et discuté dans les assemblées générales des entreprises. Aussi le congrès des 21 et 22 mars fut-il purement et simplement statif de la volonté des syndiqués. Pour escamoter davantage encore l'importance de la minorité fidèle à la lutte de classes, la Vota sur le rapport moral fait à ceux-ci, il a lieu. Ainsi tous les délégués ayant à partager leurs mandats pour rester fidèles à leurs mandants, furent dépenalés de cet acte d'élémentaire démocratie. Mais tout ceci, ce n'est pas discours très sonore et très creux. Soucieux d'empêcher les employés de prendre conscience du travail des des échecs subis, une orientation permettant de leur renversement, il expose la chute des effectifs de 38.000 à 15.000 depuis l'année dernière, dans des conditions de mauvaises méthodes d'organisation. Seule les camarades de la minorité « d'unité syndicale » expliquent que ces pertes d'effectifs étaient les résultats de l'orientation de Frachon et de Jouhaux. Ils refusèrent d'axer la lutte sur l'obtention d'un taux suffisant du minimum vital à 12.900 francs, alors que celui correspondait aux indications du plan français, Monnaff, qui osa baptiser cette orientation du bla-bla-bla, partisans une banderole affirmant : « Contre la hausse des prix : réévaluation périodique des salaires ! », mot d'ordre combattu l'année dernière par ce même Monnaff à ce même congrès pour « camarades employés, mettrons dans leurs cahiers de revendications la lutte pour un vrai minimum vital.

BORDEAUX

Belle démagogie

La C.G.T. de Bordeaux a eu beaucoup moins de courage que celle de Marseille. Au cours d'un meeting contre l'internement des travailleurs vietnamiens, la C.G.T. a cru prudent de faire tirer une affiche pour protester contre cet acte arbitraire.

Quelques jours plus tard, les copains indos reçoivent deux exemplaires d'une grande affiche. Les textes très acceptable, bicolore, vraiment bien. Avec un mot qui disait : « Vive la France ». Mais ces trois cents ont été collés à Bordeaux et Lanton, à quelques km. à de cela près d'un mois, et encore aucune affiche n'a été apposée sur aucun mur de Bordeaux. Seulement une dans le hall de la Bourse du travail. Et c'est finalement notre Parti qui a tiré quatre cents exemplaires d'une petite affichette.

L'U.J.R.F. a tiré deux que les indos étaient embarqués dans leur camp.

Belle démagogie !

(Correspondant « La Vérité ».)

UNITÉ D'ACTION CONTRE LES 18 MOIS

Tenant compte de la campagne menée par ces organisations contre le projet Teitgen, la Jeunesse communiste internationaliste a fait à U.J.R.F., aux Jeunes de la S.F.I.O., aux Jeunesses socialistes, aux Jeunesses anarchistes, des propositions de rencontres en vue de la constitution du COMITE UNIQUE DE LUTTE CONTRE LES DIX-HUIT MOIS. Nous avons pour but d'organiser une campagne d'agitation dans tout le pays, à l'aide de pétitions, affiches, tracts, meetings communs.

Faute de place, nous ne pouvons passer un article de J. Mouly sur « La démocratie nouvelle en Yougoslavie », la liste de souscriptions et diverses notes.

Les jeunes métallos ...

(Suite de la première page.)

Pourtant, même parmi un tel auditoire, la politique révolutionnaire trouve des résonances considérables. On le vit bien à l'enthousiasme que déchaînèrent deux interventions, l'une d'un métallo de Chausson qui insista sur la nécessité de lier l'action et l'éducation révolutionnaire ; l'autre, d'un gars de Renault. Ce dernier fixa à la conférence des objectifs précis :

— lutte pour l'amélioration du niveau de vie par l'obtention d'un nouveau minimum vital garanti contre l'augmentation du coût de la vie, pour le travail égal, catégorie égale, salaire égal ;

— lutte pour l'augmentation du temps de loisirs, notamment par l'obtention des 5x8 pour tous les jeunes ;

— lutte contre la militarisation de la jeunesse, contre les 18 mois et les projets Teitgen ;

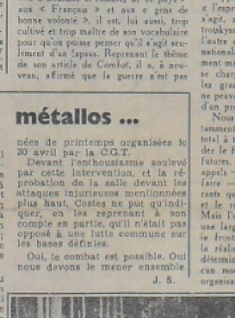
— lutte pour l'amélioration des loisirs des jeunes travailleurs.

Sur cette base, ce jeune délégué propose le Front unique de toutes les organisations de la jeunesse travailleuse : U.J.R.F., Jeunes socialistes, Jeunes anarchistes, Jeunes communistes internationalistes ; il demanda que ce Front unique se manifeste notamment à l'occasion des journées de printemps organisées le 30 avril par la C.G.T.

Devant l'enthousiasme soulevé par cette intervention, et la réprobation de la salle devant les attaques injurieuses mentionnées plus haut, Costes ne put qu'indiquer, en les reprenant à son compte en partie, qu'il n'était pas opposé à cette commune sur les bases définies.

Oui, le combat est possible. Oui nous devons le mener ensemble.

J. S.



BERLIN : Enterrement en zone russe

Guerre ou compromis ?

(Suite de la première page)

matiques et en les subordonnant, en les liant fermement à Washington à travers des accords économiques précis qui assurent que les Etats-Unis en tirent plus éternellement payer les frais de la reconstruction européenne.

Les fréquentes rencontres des représentants des nations de l'Europe occidentale prouvent l'insistance avec laquelle les Etats-Unis poussent à la constitution d'un bloc occidental. Il y a là deux problèmes strictement liés. D'une part les Conférences des Seize tendent à « planifier », autant que possible, la répartition de l'aide américaine du plan Marshall aux pays bénéficiaires en tenant compte de leurs nécessités, et à leur imposer des objectifs stratégique et économique et, dans une certaine mesure, de l'intérêt plus ou moins bien compris de l'Europe. D'autre part, la Conférence des Cinq, qui vient de se terminer à Bruxelles, a abordé, et beaucoup plus loin dans la voie de la coopération entre les pays de l'Europe occidentale, a tendu à créer étroitement du point de vue économique, politique et militaire le bloc anti-URSS de l'Europe. Cette fusion de l'Europe occidentale qui devrait, non seulement, ne laisser aucun prise à l'influence soviétique, mais, de la diriger, mais aussi et surtout, d'opposer à celle-ci avec tous les moyens appropriés, y compris la guerre.

La Conférence des Trois, à Londres, a marqué la victoire de la thèse des Etats-Unis au sujet du rôle de l'Allemagne. L'idée que le relèvement de celle-ci sous le signe exclusif du « plan » est indispensable au relèvement de l'économie européenne et surtout à l'efficience d'un bloc occidental solide, a fait du chemin. De Gaulle, lui-même, fait machine arrière et admet à présent qu'il n'est pas possible d'exclure l'Allemagne d'un bloc destiné à lutter efficacement contre l'URSS. Mais, en contrepartie, la bureaucratie du Kremlin refuse par avance d'accorder toute valeur aux déliberations éventuelles de la Conférence de Londres.

Quart de tour à gauche

Dans l'ensemble de cette politique internationale, le rôle des divers P. C. nationaux, dans les pays non contrôlés par l'U.R.S.S., en particulier dans les pays de l'Europe occidentale, est de première importance. Leur politique a suivi un tournant très net depuis la lutte U.R.S.S.-Etats-Unis, passant par diverses étapes, se ramenant finalement à une ligne même. La première étape tactique des P. C. a été l'entrée dans l'appareil d'Etat de la bourgeoisie sous le signe de la collaboration de classe, en participant aux différents ministères de coalition dirigés par socédé ou portefeuilles durant cette période. Il s'agissait alors de se présenter comme les défenseurs conséquents et sûrs des partisans acharnés du « produire d'abord ». En politique extérieure, l'idée maîtresse de la politique stalinienne à cette époque consistait à affirmer la possibilité de vivre en bonnes relations U.S.A. et l'U.R.S.S. pour bénéficier de l'aide simultanée des deux grands (dollars soviétiques, bois russe). L'échec de cette politique doit avant tout être recherché dans le profondeur de la crise économique des pays de l'Europe occidentale et dans la nécessité toujours plus impérieuse pour la bureaucrate du Kremlin de lier, de plus en plus, le sort